

# Grève générale

Organe de la Fédération des Etudiants Marxistes

## La presse servile

Dans notre société, l'opinion publique est à tout instant bourrée par une presse qui a pris une extension extraordinaire. Cette presse est devenue un moyen extraordinaire de propagande. Mais pour que cette propagande soit efficace, il est nécessaire que ceux qui la lisent y croient; d'où les nombreuses affirmations de l'« honnêteté professionnelle » des journalistes, de l'indépendance de la presse, de la sincérité de ceux qui en rédigent les articles.

Or, la grande presse est devenue une entreprise tellement développée, qu'il faut pour la mettre debout disposer d'énormes capitaux. Aussi, profitant de cet avantage, les capitalistes ne se font-ils pas faute d'utiliser ce formidable instrument de bourrage de crâne. Ils occupent les places dans les conseils d'administration des journaux; ce sont les magnats de la finance et de l'industrie qui dictent aux journalistes dont « l'honnêteté » est à leur soldé, les nouvelles qu'il faut donner et celles qu'il faut passer sous silence; ce sont eux qui leur suggèrent les articles à écrire et trompent ainsi sur une échelle formidable l'opinion publique.

Le procédé éclate particulièrement au grand jour dans cette grève. Tout d'abord les journaux, pour ne pas éveiller l'attention de la classe ouvrière, ne signalèrent que très brièvement et en les tronquant les événements qui se passaient au Borinage.

Ensuite, comme le mouvement s'étendait avec une vitesse foudroyante et prenait une extension et une intensité extraordinaires, il ne leur fut plus possible de négliger ces informations. Remarquez cependant qu'alors qu'il s'agit d'événements plus graves que tous ceux que la Belgique ait vécus depuis la guerre, la plupart des grands quotidiens, comme la « Dernière Heure » ou comme le « Soir » n'en parlent pas en première page. Prenez un de ces journaux sans l'ouvrir et vous ne soupçonneriez pas qu'il y a révolte dans toute une province. Les informations qu'elle donne sont d'ailleurs tendancieuses : la presse unanime sur les ordres du gouvernement et de gros capitalistes essaie de faire croire à un complot communiste. Evidemment, les communistes sont à la pointe du combat, c'est leur rôle. Mais c'est ne rien comprendre au mouvement actuel que de ne pas se rendre compte qu'ils s'agit ici d'une lame de fond, d'un mouvement spontané parti du mécontentement des masses.

En outre ces nouvelles sont contradictoires, donnez-vous la peine d'ouvrir n'importe quel journal bourgeois et vous constaterez des contradictions flagrantes entre ce qu'il disait hier et ce qu'il dit aujourd'hui, entre ce qu'il a dit dans la première colonne et ce qu'il dit dans la dernière. La place nous manque pour faire cette démon-

**Nous étudiants marxistes, intellectuels révolutionnaires nous clamons notre solidarité avec le prolétariat en lutte et nous réclamons du gouvernement le respect de sa légalité**

## Liberté et Démocratie!

Après trois ans de crise, après trois ans d'incessantes diminutions de salaires, de chômage croissant, après trois ans de soumission et d'une apparente docilité, la classe ouvrière de ce pays a enfin pris conscience de cette vérité marxiste fondamentale, la limite de la compression des salaires, la limite de la misère de la classe exploitée, est dans la lutte, dans la lutte des classes. Et la révolte lentement accumulée à chaque vol de salaire, à chaque licenciement brutal, à chaque brimade des maîtres, la révolte longtemps soutenue par le freinage des grands chefs réformistes qui croient encore devoir se soucier de la conservation du système économique et social actuel, cette révolte éclate soudain avec une puissance telle que la bourgeoisie, d'abord confiante dans sa puissance, s'affole dans une fièvre de répression monstrueuse. Sa presse voudrait nous faire croire que la majorité des ouvriers n'est en grève que sous la terreur d'une minorité bruyante de communistes et d'exaltés extrémistes. Mais que ce mouvement est l'œuvre des masses profondes de la classe opprimée ressort de sa spontanéité même et des formes nouvelles de combat de masse créées dans la lutte même. Ils ne le comprennent pas. C'est par milliers que la population ouvrière tout entière, femmes et jeunes en tête, a participé nuit et jour aux piquets de grève de masse, à la police des routes, aux colonnes de grève qui partout ont été clamer la révolte d'ouvriers à ouvriers aux portes et au sein même (chose nouvelle et gigantesque) des usines envahies.

Certes, les mots d'ordre des prolétaires : retrait des dernières diminutions de salaire, augmentation des salaires, diminution de 50 % des loyers, journée de six heures avec salaires pleins sont des mots d'ordre communistes. Mais qu'est-ce à dire sinon que les communistes seuls expriment les véritables intérêts, les aspira-

stration que vous pouvez facilement faire vous-même.

Dire ainsi consciemment ce que l'on sait être le contraire de la vérité, c'est ce que nous appelons en bon français : pratiquer le mensonge, et dans ce genre d'exercices la presse servile est d'une force extraordinaire.

Roger DAISY.

tions profondes de la classe ouvrière tout entière dont ils veulent être et sont déjà l'avant-garde organisée et que la classe ouvrière peut-être vient d'en prendre conscience. Et c'est cela qui fait perdre la tête à la Société Générale, aux banquiers, aux industriels et à leur Etat bourgeois au point que celui-ci rejette brutalement le masque savamment entretenu de la « démocratie » et de ses « libertés » et apparaît éolant derrière ses gendarmes, ses auto-mitrailleuses, son armée (plus de quatre régiments envoyés dans la région en grève), derrière ses gouverneurs de province et ses bourgmestres, derrière ses généraux coloniaux à la Termonia, proclament l'état de siège et l'interdiction de circuler comme l'instrument de la dictature violente de la classe possédante, chargé de maintenir l'esclave sous le joug.

Et ainsi il apparaît avec force aux yeux de tous qu'aux pauvres et aux travailleurs en régime bourgeois n'est reconnu d'autre liberté que celle de se taire et de crever de faim, d'autre démocratie que l'obéissance aux ordres des patrons. S'ils réclament du pain (« plutôt la mort que la faim des enfants », hurlent les femmes des mineurs), on leur enverra du plomb, comme aux jours noirs des temps anciens, comme en 1886.

Et voilà qu'à nouveau les prisons s'emplissent de lutteurs, prolétaires coupables de s'être révoltés contre la misère, coupables d'avoir crié : « Assez! » (des ouvriers viennent dans les meetings dire que depuis des semaines ils mangent leur pain sec).

Et voilà qu'à nouveau le pavé des rues est rougi du sang des misérables assassinés par les mercenaires de l'Etat bourgeois, ces brutes qui veulent couvrir les mensonges policiers du ministre de l'intérieur : dans les journaux de samedi la même affaire aux portes de Charleroi est rapportée de deux ou trois façons différentes dans la même feuille : d'abord attaque à coups de pierre de la police qui fait feu; puis policier blessé à la tête (pierre ou balle on ne sait) (sic), après quoi la police tire. Enfin la version du ministre : un coup de feu part de la foule et les flics se défendent : deux blessés graves. Il y en a d'autres d'ailleurs.

Dans l'espoir de décapiter le mouvement on monte un complot policier contre les organisations révolutionnaires. Le secrétaire du parti communiste De Boeck et de nombreux militants sont arrêtés sans motif légal valable. Tous les locaux des organisations sont perquisitionnés et certains mis sous scellés.

C'est en vain. Car maintenant, quoi

qu'il arrive, le prolétariat a choisi sa voie : il s'est engagé sans retour possible contre ceux qui ont essayé de canaliser ses premières révoltes, dans la voie révolutionnaire, celle que déjà ont suivie 160 millions d'hommes victorieux qui bâtissent là-bas le socialisme, sans crise, sans chômage, sans misère, dans l'harmonie, le travail et le croissant bien-être des travailleurs.

Nous, les intellectuels révolutionnaires, nous sommes avec lui. Nous élevons notre protestation indignée contre les arrestations arbitraires des militants. Nous appelons la population ouvrière tout entière à exiger avec nous la levée de l'état de siège, le retrait des troupes et des forces de guerre civile des régions en grève, la libération de tous les militants et grévistes arrêtés, la levée des scellés et la cessation des perquisitions; nous l'appelons à se joindre aux grévistes pour exiger le retrait des dernières diminutions de salaires (encore 2 1/2 % aux métallurgistes le 15) et l'interdiction de nouvelles diminutions; la baisse des loyers la réduction du budget de la guerre qui se chiffre à des milliards; nous appelons toute la population travailleuse intellectuelle et manuelle à lutter pour mettre fin à la crise dans la voie du marxisme, pour l'issue révolutionnaire de la crise.

L'ETUDIANT MARXISTE.

## Provocations du gouvernement

Au moment où plus que jamais la crise frappe durement la classe ouvrière, nous avons pu assister ces derniers temps à quelques assauts odieux du gouvernement faits pour provoquer la classe ouvrière à la révolte.

Tout d'abord, dans sa lâcheté, le gouvernement s'attaqua aux pensions de vieillesse, enlevant par son projet de loi le droit à la majoration à un nombre considérable de vieux que plus d'un demi-siècle de servitude n'avait pas réussi à tuer.

Ensuite, ce fut la taxe odieuse projetée sur le pain, la nourriture essentielle du travailleur qui n'a pas le moyen de se payer des repas à la fourchette à bouche que veux-tu comme ces messieurs de la haute. Ou on voulait rétablir le droit médiéval sur la mouture. Van Dievoet a, paraît-il, abandonné son projet. Première victoire du prolétariat.

Samedi, enfin, au moment même où l'émeute battait son plein, le gouvernement se décidait à sortir son arrêté royal sur le chômage, attaque éhontée contre les maigres allocations des travailleurs aux bras desquels on ne parvient plus à donner de besogne.

Mais toucher au budget de la guerre, à celui de la gendarmerie, aux scandaleuses pensions d'invalidité des généraux, rétablir la supertaxe, cela le gouvernement n'y a même pas songé : nous dénonçons ces actes et ces omissions ignobles.

Pierre CATHAY.

# La marmite bout dans le monde entier

Il n'y a pas que la Belgique qui montre à quel chaos mènent les contradictions inhérentes au capitalisme. Marx déjà en 1847 prédisait que le capitalisme périrait parce qu'il ne pourrait plus nourrir à rien faire son armée d'esclaves. Analysant le processus de la production capitaliste, il montrait comment celle-ci, développée uniquement pour satisfaire à la soif insatiable de plus-value de quelques-uns, devait nécessairement conduire à une production infiniment supérieure à la capacité de consommation des classes exploitées. C'est là que nous en sommes arrivés en ce moment.

Le résultat se traduit par un déséquilibre général de ceux qui sont à la tête de l'économie. Les faillites se multiplient. Des krachs plus retentissants les uns que les autres se succèdent sans arrêt. Les capitalistes éberlués font des efforts désespérés pour sortir du marasme. On réunit une conférence internationale du sucre, une conférence internationale du pétrole. On se réunit à Genève, à Lausanne. Devant le chaos mondial, on convoque une conférence économique internationale. Les monnaies de tous les pays sont menacées. Un nombre formidable d'Etat sont obligés de suspendre leurs paiements. Les déficits budgétaires de tous les gouvernements sont astronomiques. Les impôts ne rentrent plus. Le commerce international tombant en léthargie, une source abondante de revenus est tarie. Les barrières douanières dressent autour de chaque Etat des murs infranchissables. Mais tout est vain. La production est paralysée. Le chômage prend des proportions inouïes, inconnues jusqu'à ce jour. Aux abois, les gouvernements croient pouvoir se rattraper en réduisant les assurances sociales. Mais la limite de la souffrance de la classe ouvrière est atteinte. Partout, la classe ouvrière, dans la misère, comprend que l'organisation actuelle — ou plutôt l'inorganisation — est incapable de maîtriser les forces économiques et d'éviter les crises si douloureuses pour elle. Aussi se dresse-t-elle avec violence pour remettre de l'ordre dans cette économie désordonnée. Jetez un coup d'œil autour de vous et vous constatez avec quelle violence la marmite sociale est en ébullition dans tous les pays.

Depuis de longs mois, la guerre civile fait en Allemagne des victimes de jour en jour plus nombreuses. La classe ouvrière y réalise son front unique par le bas : les ouvriers communistes et socialistes s'unissent, en dépit des efforts des chefs réformistes, pour lutter contre le nazisme. Celui-ci, fort de l'appui d'un gouvernement de hobereaux, tire, avec cynisme, des coups de feu contre les quartiers ouvriers, sur les manifestations ouvrières. En Espagne, l'établissement de la république n'a rien changé à l'organisation économique. Aussi ce pays est le théâtre d'un nombre incalculable de conflits : grèves, combats de rues, incendies, etc. Les paysans et les ouvriers d'Espagne veulent que l'on change non seulement la forme politique de l'Etat, mais encore toute la base sociale et économique du régime. La Pologne se révolte contre sa dictature. Pas une semaine ne se passe sans que des ouvriers tombent, victimes de la répression. Dans tous les Balkans, les gouvernements sont renvoyés, le prolétariat manifeste. En Yougoslavie, des régiments se révoltent. En Grèce, des grévistes assaillent les magasins de vivres. L'Autriche est à tout instant le théâtre de bagarres entre Heimwehren et prolétariat.

Aux Etats-Unis, « paradis du capitalisme », les troupes occupent les usines; des marches de la faim sont organisées. Au Mexique les chemins de fer sont en grève; dans toutes les républiques de l'Amérique, des révolutions sociales éclatent : on en signale au Chili, au Pérou, au Brésil, en Argentine.

Voyons l'Asie : aux Indes, lors de la réunion du congrès des classes opprimées, des bagarres ont eu lieu faisant de nombreux blessés et tués. En Chine, les filatures et les tramways de Shanghai sont en grève.

Ainsi partout la volonté des capitalistes de faire payer les frais de la crise par le prolétariat, se heurte au front d'airain que celui-ci lui oppose. Acculé à s'en prendre à la maigre pitance des exploités, le capitalisme, par une de ces contradictions qui lui sont propres, provoque la révolution. Il se fait son propre fossoyeur.

L'autre grand moyen qu'il a l'habitude d'employer pour sortir des impasses qu'il se crée, menace, lui aussi, de se retourner contre celui qui l'utilise : je veux dire la guerre. Le Japon est, en effet, un des pays le plus durement atteint par la crise actuelle. Les traitements n'y sont plus payés; les populations y sont affamées. Aussi l'Etat nippon se fait-il l'instrument de l'ignoble agression préparée depuis si longtemps par les Etats capitalistes contre la patrie des ouvriers et des paysans : l'U.R.S.S. En ce moment le Japon organise militairement la Mandchourie. Il y installe des aérodromes, il y établit des camps militaires; il s'assure le contrôle des douanes. Il étend son occupation : après s'être emparé de la station frontière de Mandchouli, il fait avancer tout le long de la frontière un cordon de troupes; la presse chinoise affirmait récemment que tout était prêt pour l'attaque, que l'on n'attendait plus que le signal de l'assaut. Le Japon est puissamment secondé dans son entreprise infâme par la puissance impérialiste de l'Occident : la France. Des tractations ont lieu entre l'état-major de von Pappen et celui d'Herriot en vue de l'agression concertée. Les Etats vassaux de la France bordent les frontières de l'U.R.S.S. La Pologne, grâce à l'or français, développe d'une façon hypertrophique ses armements. La Roumanie multiplie le long du Dniester les actes de provocation.

Cependant cette arme-là aussi, employée comme moyen de sortir de la crise, est une arme à deux tranchants. Les peuples comprennent que la Russie a su s'organiser, qu'elle construit dans le calme et avec méthode le socialisme. Le prolétariat de tous les Etats capitalistes comprennent et admirent l'œuvre magnifique d'édification de leurs frères russes et ne consentiront pas à collaborer à l'œuvre de destruction à laquelle voudraient se livrer les impérialismes en délire. Son cri est : « Bas les pattes de l'U.R.S.S. »

Intellectuels, puissent ces lignes éveiller vos réflexions. Regardez autour de vous et comprenez que seule l'interprétation marxiste est capable d'expliquer les événements qui se passent en ce moment autour de vous. Comprenez aussi que le prolétariat est la classe de l'avenir; que le régime au milieu duquel vous vivez est pourri, qu'il a fini son temps; et rejoignez le prolétariat dans sa lutte pour abréger les douleurs de l'enfantement de la Révolution.

Emile DUTHIEUX.

## Nous demandons où est la dictature

Dans vos universités, dans vos athénées, Etat bourgeois, vous faites enseigner que la Belgique a une Constitution et vous prétendez que cette Constitution est d'institution libérale et démocratique. Par votre presse, dans vos affirmations solennelles, dans les discours de vos ministres, dans les appels de vos députés devant leurs électeurs, résonnent à tout instant ces mots de Liberté et de Démocratie. Vous essayez d'en bourrer le crâne de toute la population et vous opposez ces beaux principes que vous affirmez suivre à ceux de dictature et d'autocratie. Vous essayez, par tous les moyens, de salir la République Soviétique, en tronquant le sens de la dictature du prolétariat.

Nous qui avons subi votre enseignement, nous vous demandons maintenant :

Où est la liberté? Est-ce ici, où les ouvriers n'ont pas la liberté de se réunir, de manifester leur mécontentement, de parler à leurs frères de travail sans essayer des charges de gendarmerie dès que cette manifestation de leur liberté menace le portefeuille des capitalistes?

Où est la démocratie? Est-ce ici où le prolétariat est grugé de toutes les façons, où on lui paie des salaires de famine, où on arrête ceux qui expriment ses revendications, où on impose sa nourriture principale le pain, où on diminue les maigres allocations de chômage, où on refuse aux travailleurs le pain et le travail?

La sauvage répression, faite en contradiction flagrante avec vos lois, est une réponse à ces questions. Votre régime est un régime de dictature et de ploutocratie où il n'y a de liberté que pour les capitalistes, une liberté d'exploiter jusqu'à la dernière limite le prolétariat. Vous devriez remplacer, si vous n'étiez des hypocrites, les principes constitutionnels de liberté par ceux de dictature de la bourgeoisie. Cela correspondrait à la réalité.

Nous nous tournons vers l'U.R.S.S. où l'égalité n'est pas un vain mot, où la dictature est celle du prolétariat, où la machine gouvernementale fonctionne en faveur des travailleurs, où l'on a supprimé la propriété privée des moyens de production, seul procédé capable de fournir à tous du travail et du pain.

Joseph CRAVAT.

## Congrès contre la guerre

Romain Rolland, Barbusse et Einstein ont convoqué un grand congrès contre la guerre. Ce congrès a été interdit par le gouvernement suisse : c'est la preuve qu'il était véritablement dirigé contre la guerre. Camarades, nous devons tous nous élever contre l'agression qui se prépare contre l'U.R.S.S. Nous tous, nous ne laisserons pas toucher à la République Socialiste.

« Le capitalisme périra parce qu'il ne pourra plus nourrir ses esclaves à rien faire. »

K. Marx.

LISEZ ET FAITES LIRE

## Drapeau Rouge

C'EST LE SEUL JOURNAL  
QUI DEFEND LES INTERETS  
DES TRAVAILLEURS  
Paraît tous les samedis

## La dernière manœuvre

Lorsque, au début de la grève, la Commission syndicale centrale se fut réunie avec le gouvernement et eut sorti sa première élocution pour tenter de ramener le prolétariat au travail, Louis Piérard cria au triomphe, à la fin de la grève, à la rentrée des grévistes. Mais les mineurs borains ne s'y laissèrent pas prendre, leur réponse ne se fit pas attendre. Ils renvoyèrent Louis Piérard et sa proposition trompeuse.

De nouveau, l'on crie au triomphe. Regardons ce que l'on a accordé. Les 50 kilos de charbon, voilà sans aucun doute une victoire. Et après. La stabilisation des salaires! De quels salaires? De ceux d'après ou d'avant le 19 juin? Pour les mineurs la chose ne fait pas de doute, c'est de celle d'avant le 19 juin qu'il s'agit.

La répartition du travail! Tout d'abord cette mesure est encombrée et la commission ne devra remettre son rapport que dans un mois. C'est-à-dire qu'alors seulement commencera la discussion. Et puis il faudrait préciser s'il s'agit d'une répartition du chômage ou d'une répartition du travail. Le prolétariat belge veut une réduction de la semaine de travail, mais avec salaires pleins. Il ne s'agit pas de profiter de ceci pour réduire tous les ouvriers à la famine. En outre, les promesses au sujet des travailleurs des autres industries et des autres bassins sont d'un vague extraordinaire. Le gouvernement s'engage, dit-il, à faire de son mieux. On sait ce que cela veut dire et ce que cela réserve.

Ce que j'admire le plus en tout ceci est la candeur des parlementaires qui, sauf un rôle négatif et quelques abstentions ont voté un ordre du jour dans lequel on dit que le conflit peut se résoudre dans la confiance réciproque. Ce sont vraiment, en effet, des actes de confiance que ceux qui consistent à charger la foule et à tirer sur le prolétariat.

Non! Le gouvernement apeuré a cédé légèrement. Mais ses derniers actes apparaissent comme louches. Il faut parler avec franchise, sans réticences et sans ambiguïté. C'est le seul langage que la classe ouvrière admette. Déjà devant l'émeute qui gronde, la bourgeoisie a reculé. Le prolétariat ne s'arrêtera que lorsque la victoire sera complète. Il doit imposer sa loi au gouvernement. Pour y arriver, la grève générale doit être déclenchée. La classe ouvrière peut vivre sans le gouvernement, le gouvernement ne peut vivre sans elle. Le pouvoir doit être à ceux qui sont capables de l'exercer.

Adolphe HERBAES.

Pour vos imprimés

IMPRIMERIE

La Productive

54, rue de l'Étuve  
BRUXELLES

Téléphone 11.93 81

Editeur resp. : VERNAILLEN,  
155, boulevard Ansapach, Bruxelles.